



Bonne Année et bienvenue dans la newsletter de DCAF dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Pour vous introduire dans cette nouvelle édition, il est essentiel de rappeler que la région du Sahel a été au cœur de multiples transformations socio-politiques et défis sécuritaires sur le continent Africain, particulièrement en Afrique de l'Ouest. La situation socio-politique au Mali, Burkina Faso et Niger illustre principalement la fragilité sécuritaire de cette zone. Néanmoins, pour contribuer à son essor sécuritaire et sociale, des initiatives prometteuses émergent, notamment grâce aux actions de la société civile sur des thématiques cruciales telles que l'égalité des sexes et les droits humains. En 2024, DCAF a concentré ses efforts sur la bonne gouvernance du secteur de la sécurité, à travers des formations de renforcement de capacités, des sessions d'échange et des ateliers pratiques. Cette newsletter de la division Afrique subsaharienne vise à mettre en lumière ces efforts continus et leur impact significatif dans la région du Sahel. Ainsi donc, nous vous invitons à parcourir cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Formation à la médiation et gestion de conflits communautaires

Du 21 au 23 janvier, le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ONAPREGECC), en collaboration avec DCAF, a organisé une session de formation pour les femmes leaders communautaires sur la médiation et la gestion des conflits. Cette formation a permis de renforcer les capacités et les connaissances des femmes dans la gestion des conflits communautaires pour une implication plus efficace. Un total de 47 femmes leaders communautaires ont participé à la session. Cette formation, qui s'est déroulée à Bobo-Dioulasso, constitue la troisième et dernière étape après celles de Kaya et de Tenkodogo, formant ainsi 120 femmes dans les trois régions sur les techniques de médiation et les mécanismes de gestion des conflits. Les experts ont enseigné aux participantes des méthodes de négociation et des techniques de médiation endogène, adaptées à leurs réalités locales. Cela leur a également permis de prendre conscience de leur rôle en tant que médiatrices et préservatrices de la paix dans leurs localités. Cette formation contribue à renforcer la mission de DCAF en plaçant les femmes au cœur de la gouvernance et de la résolution des conflits pour une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité.

MALI



Soutien aux initiatives locales de la société civile

Dans le cadre de son soutien à la participation de la société civile à la gouvernance du secteur de la sécurité, DCAF a soutenu six initiatives proposées par des organisations de la société civile (OSC) qui ont été mises en œuvre en novembre et décembre. À la suite d'un appel à proposition, La Fédération Nationale de Jeunes Filles et Femmes pour leur Autonomisation (FENAJFA), le Regroupement des Associations féminines (RAF) de la commune IV de Bamako, le Mouvement Conscient pour l'Avenir (MCA), l'Union Malienne des Aveugles (UMAV), la mairie de la commune rurale de Ouezzindougou et l'Association des Jeunes pour le Développement de Sangarébougou (AJDS) ont vu leur initiative sélectionnée. Une partie des actions a porté sur la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité (RSS). Elles ont notamment permis de créer des espaces de dialogues sur la sécurité communale pour les femmes et les jeunes auxquelles les autorités et forces de défense et de sécurité (FDS) ont parfois été invitées. Les deux autres activités ont adressé la question de la sécurité routière à travers des débats, émissions radios, formations au code de la route et aux bonnes pratiques et sensibilisation aux risques des personnes en situation de handicap. Au-delà des activités elles-mêmes, le soutien aux initiatives a permis à des membres de la société civile, notamment des jeunes et des femmes, de s'impliquer activement dans la coproduction de la sécurité et dans la gouvernance participative du secteur de la sécurité.



Formation des officiers stagiaires sur la GRSS, le Genre et le Leadership

En novembre et décembre, DCAF a soutenu l'organisation de trois modules de formation pour les stagiaires de la deuxième promotion de l'École d'État-major des forces de sécurité (EEMFS). Cette formation a rassemblé au total 35 stagiaires dont 9 femmes. Les modules ont porté respectivement sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (GRSS), le genre et la sécurité, et le leadership et le management. DCAF a fourni son expertise thématique pour compléter les modules existants dans les Écoles des forces de défense et de sécurité. L'EEMFS, récemment créée, former les officiers des forces de sécurité des différents corps du Mali et participer à leur formation permet à DCAF de contribuer à une professionnalisation durable des institutions. Le contenu des modules dispensés se fonde sur les bonnes pratiques et normes internationales, les comparaisons notamment régionales, des exercices pratiques, mais surtout la contextualisation et la prise en compte des réalités nationales auxquels les stagiaires feront face dans leurs futures fonctions.



Finalisation de l'auto-évaluation genre de la Protection civile

La Direction générale de la Protection civile (DGPC), en partenariat avec DCAF a conduit une auto-évaluation genre de son institution. Le processus a commencé en juin avec la formation du groupe de travail mené par le point focal genre de l'institution. Après avoir défini le champ de l'évaluation et formé l'équipe de collecte, les données ont été récoltées auprès de plus de 180 personnes issues de tous les rangs de l'institution et de la société civile et ont permis de produire un rapport interne qui fait l'état des lieux de plusieurs thématiques abordées sous l'angle du genre telles que le personnel, la responsabilité et le contrôle, les relations avec la communauté et la culture institutionnelle. Du 26 au 29 décembre, le rapport interne a été présenté, complété et validé durant un atelier auquel les 18 membres du comité genre dont six sont des femmes, ont participé. Sur la base de ce rapport, un plan d'action genre de la Protection civile sera développé pour répondre aux points d'amélioration identifiées lors de l'auto-évaluation.

NIGER



Session de concertation à Tahoua

L'ONG MOJEDEC (Mouvement des jeunes pour le développement et l'éducation civique) et DCAF ont participé à une session de concertation avec les autorités locales le 5 janvier. Cette rencontre a permis d'échanger sur le mécanisme de suivi de la protection et de la promotion des droits humains dans 13 communes de la région de Tahoua. La session a rassemblé 45 personnes, dont quatre femmes. Les échanges ont mis en lumière que les acteurs locaux, notamment la société civile, se mobilisent activement pour mettre en œuvre les recommandations du rapport. Une prometteuse réduction des incidents de 6,8% a notamment été observée depuis la dernière concertation. Cette rencontre illustre concrètement que les organisations de la société civile et les autorités locales peuvent effectivement établir un dialogue responsable. Pour la prochaine session, les membres du cadre de concertation ont élaboré un plan pour suivre les cas identifiés de violences basées sur le genre et d'incidents d'abus ou de violation des droits humains. Ils prévoient également d'accompagner les communautés sur cette thématique.



Mission d'évaluation régionale

Du 16 au 22 janvier, la Confédération des organisations non gouvernementales féminines du Niger (CONGAFEN) a mené, en collaboration avec DCAF, une mission d'évaluation dans les régions de Maradi et Tahoua. Cette mission s'est déroulée dans quatre communes et leurs chefs-lieux respectifs. La mission a notamment permis d'évaluer l'impact des activités mises en œuvre, en se concentrant sur l'implication des acteurs locaux et les changements concrets réalisés dans ces communes. Pour ce faire, les équipes ont organisé des entretiens et des focus groups avec les parties prenantes et les services techniques de ces deux régions, notamment les chefs traditionnels, les leaders religieux, les associations et organisations de femmes, la fédération régionale des personnes handicapées, les structures de jeunes, ainsi que les étudiants et les organisations de la société civile intervenant dans la sécurité. Au total, 226 personnes ont participé à cette mission, dont 50 femmes. Grâce à ces entretiens et sessions de consultation communautaire, les équipes ont constaté que les parties prenantes poursuivaient leur travail de sensibilisation pour encourager la participation et l'enseignement des populations à la gouvernance du secteur de la sécurité.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)

Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)